

Juillet–Septembre 2016

LE FIL

ENSEMBLE CONTRE L'INJUSTICE

JOURNÉE INTERNATIONALE DES VICTIMES DE DISPARITION FORCÉE

Jeux de Rio

Au-delà de la violence
des favelas brésiliennes

Travailleurs migrants

Des Népalais risquent tout
pour une vie meilleure

Réfugiés bienvenus

Notre enquête mondiale sur les
attitudes à l'égard des réfugiés

AMNESTY
INTERNATIONAL



LE FIL

est le magazine mondial d'Amnesty. Publié chaque trimestre, il vise à informer et à donner à chacun-e les moyens et l'envie de faire de la lutte contre l'injustice une affaire personnelle.

CONTACTEZ-NOUS



www.amnesty.org/fr/join



thewire@amnesty.org



+44 (0)20 7413 5500

ABONNEZ-VOUS



wire.subscribe@amnesty.org

Recevez LE FIL tous les trois mois en anglais, en arabe, en espagnol ou en français (16 £ / 25 \$ / 19 € par an).

PRENEZ PART À LA CONVERSATION



www.facebook.com/AmnestyGlobal



@AmnestyOnline



www.amnesty.org/fr/wire-magazine

Publié par Editorial Studio, Amnesty International, International Secretariat, Peter Benenson House, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Tous droits de reproduction réservés.
Index : NWS 21/4217/2016, ISSN : 1472-443X.
Imprimé par Warners Midlands PLC, Lincolnshire, Royaume-Uni. Imprimé sur du papier 100 % recyclé.



Photo de couverture : Les personnes dont des proches leur ont été arrachés par les forces gouvernementales ne sauront peut-être jamais ce qui leur est réellement arrivé. © Amnesty International

DANS CE NUMÉRO DU FIL

ARTICLES

6 La violence peut-elle être mise K.-O. pour Rio 2016 ?

Des habitants résistent à la violence dans les favelas du Brésil.

10 « Les réfugiés sont les bienvenus ! »

Les résultats de notre enquête mondiale sur les attitudes à l'égard des réfugiés.

12 La répression des avocats spécialistes des droits humains en Chine

Chronologie des détentions et arrestations depuis juillet 2015.

14 Voyage vers l'inconnu

Des migrants népalais se trouvent confrontés à diverses atteintes et à l'exploitation.

20 Disparus

À la mémoire des disparus du Mexique, du Zimbabwe et du Sri Lanka.

26 Le Burundi au bord de la rupture

Cinq raisons pour lesquelles des milliers de personnes fuient le pays.

28 Prix *Ambassador of Conscience*

Présentation des lauréats du prestigieux prix d'Amnesty.

RUBRIQUES

2 Amnesty dans le monde

4 En coulisses

5 Calendrier et éditorial

27 Entretien-minute



6



10



14

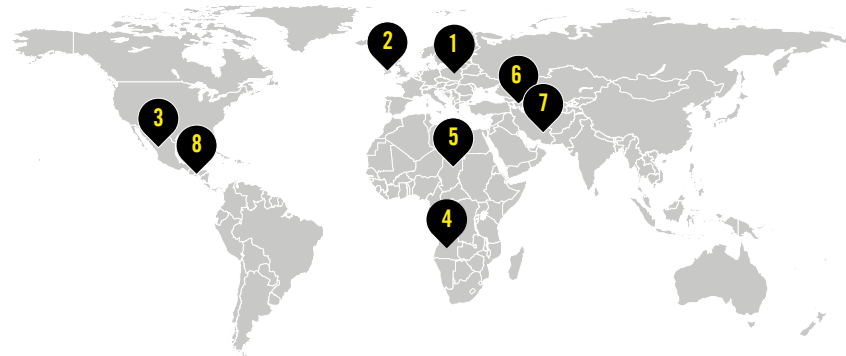


20



26

AMNESTY DANS LE MONDE



Le Comité des droits de l'homme de l'ONU a rendu une décision sans précédent en considérant que la législation irlandaise restrictive en matière d'avortement avait violé les droits fondamentaux d'une femme dont le fœtus présentait une malformation mortelle. Au titre de la législation irlandaise, les femmes dans cette situation sont obligées de mener à terme une grossesse vouée à l'échec ou doivent se rendre à l'étranger pour avorter.

À travers la campagne *Mon corps, mes droits*, Amnesty et des militants locaux ont lutté contre l'interdiction quasi totale de l'avortement en Irlande. Plus de 275 000 personnes ont signé notre pétition. Plus de 2,5 millions de militants se sont mobilisés dans le monde pour la campagne mondiale *Mon corps, mes droits* d'Amnesty pour les droits sexuels et reproductifs.

<http://bit.ly/290f8x7>



Après quatre ans d'angoisse en prison au Mexique, Yecenia Armenta est enfin libre. En 2012, la police l'avait frappée, presque asphyxiée et violée pendant 15 heures de torture, jusqu'à ce qu'elle « avoue » être impliquée dans le meurtre de son mari. Des centaines de milliers de militants d'Amnesty ont envoyé des lettres pour demander sa libération, dans le cadre de nos campagnes *Stop Torture* et *Écrire pour les droits*. Elle a été libérée le 7 juin. « Merci, continuez de vous battre pour les droits des autres », a-t-elle déclaré. « La justice prend parfois du temps, mais elle finit par être rendue. »

<http://bit.ly/24Ff9Fm>



4 JUSTICE POUR JOSÉ



La Cour suprême angolaise a libéré le défenseur des droits humains José Marcos Mavungo le 20 mai 2016. Prisonnier d'opinion, celui-ci avait été arrêté le 14 mars 2015 pour son rôle dans l'organisation d'une manifestation pacifique et avait par la suite été inculpé de « rébellion ». Merci aux militants d'Amnesty qui ont écrit aux autorités angolaises pour demander sa libération.

<http://bit.ly/1NGwvzo>

1 AU-DELÀ DES FRONTIÈRES

Le 25 mai, Amnesty a lancé une expérience vidéo qui fait tomber les barrières entre des réfugiés récemment arrivés et des Européens. Cette vidéo se fonde sur une théorie selon laquelle un contact visuel ininterrompu de quatre minutes accroît l'intimité. Amnesty Pologne et l'agence de publicité DDB&Tribal ont appliqué cette théorie à la crise des réfugiés : ils ont mis face à face des réfugiés venus de Syrie et de Somalie et des citoyens de Belgique, d'Italie, d'Allemagne, de Pologne et du Royaume-Uni.

Voyez les résultats par vous-même :

<http://bit.ly/lookbey>

5 HISSÈNE HABRÉ RECONNU COUPABLE

Dans une décision historique pour la justice internationale rendue le 30 mai, l'ancien président tchadien Hissène Habré a été reconnu coupable d'avoir commis des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des actes de torture au Tchad entre 1982 et 1990. L'accusation a notamment utilisé des rapports d'Amnesty datant des années 1980 et le témoignage d'un ancien membre du personnel d'Amnesty à titre d'éléments de preuve. Hissène Habré a été condamné à la réclusion à perpétuité. Sa condamnation représente une victoire pour les milliers de victimes qui réclament que justice soit faite depuis des décennies.

<http://bit.ly/29qhDVV>



© Amnesty International

6 UNE JOURNALISTE LIBÉRÉE

La journaliste Khadija Ismailova a été libérée le 25 mai en Azerbaïdjan. La Cour suprême a ramené sa peine de sept ans et demi d'emprisonnement à trois ans avec sursis à l'issue d'un procès en appel. Khadija Ismailova avait été arrêtée en décembre 2014 et déclarée coupable sur la base d'accusations forgées de toutes pièces. Avant son arrestation, elle avait dénoncé des faits de corruption dans les plus hautes sphères gouvernementales azerbaïdjanaises. Amnesty demande que sa condamnation soit annulée.

<http://bit.ly/29hhalz>



© Meydan TV

7 NOUS AVONS SAUVÉ ALIREZA !



© DR

L'adolescent iranien Alireza Tajiki a été sauvé de la potence grâce au tollé international que son exécution imminente a provoqué. Il devait être pendu le 15 mai 2016, mais son exécution a été suspendue grâce aux actions des membres d'Amnesty et aux tweets des militants demandant aux autorités de sauver Alireza (#SaveAlireza). Alireza n'est pas encore hors de danger et nous demandons maintenant à l'Iran d'annuler sa condamnation à mort.

<http://bit.ly/29yorAA>

8 LE SALVADOR LIBÈRE MARÍA TERESA

María Teresa Rivera a été libérée le 20 mai 2016. María Teresa Rivera, 33 ans, avait été condamnée à 40 ans d'emprisonnement en 2011 après avoir fait une fausse couche. Soupçonnée d'avoir avorté, ce qui est interdit au Salvador, elle avait été dénoncée à la police par le personnel de l'hôpital.

Elle a purgé quatre ans de sa peine mais a été libérée après qu'un juge a statué qu'il n'existait pas de preuve étayant les accusations portées contre elle. Le Bureau du procureur général a cependant déclaré le même jour qu'il ferait appel de cette décision. Des milliers de militants d'Amnesty ont écrit des lettres en sa faveur, demandant au Salvador de cesser de considérer l'avortement comme une infraction pénale.

<http://bit.ly/29qQ4L8>



© Jorge Menjivar/Agrupación Ciudadana

« Je suis très reconnaissante à tous ceux et toutes celles qui ont suivi mon cas et qui ont espéré que je serais libérée. »

María Teresa Rivera

LES DISPARITIONS EN CHIFFRES

+ DE 30 000

personnes dont on est toujours sans nouvelles au Sri Lanka.

+ DE 10 000

Des dizaines de milliers de personnes ont disparu en Syrie.

+ DE 27 000

personnes ont disparu au Mexique.

+ DE 8 000

personnes dont on ignore toujours le sort en Bosnie-Herzégovine.

52

États ont ratifié la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.



EN COULISSES

FIFA, FOOTBALL ET TRAVAIL FORCÉ AU QATAR

Le chercheur Mustafa Qadri décrit la manière dont Amnesty a fait pression sur la FIFA, l'instance mondiale de gouvernance du football, pour qu'elle agisse en faveur de la protection des travailleurs migrants au Qatar.

La dernière fois que j'ai rencontré des représentants de la FIFA, j'étais aux abords d'un terrain de football dans la périphérie de Doha, la capitale du Qatar. Je leur ai parlé de nos dernières recherches qui mettent en lumière le traitement choquant infligé à des travailleurs migrants construisant un prestigieux stade pour la Coupe du monde de 2022.

DES CAMPS SALES ET DANGEREUX

Je me suis personnellement entretenu avec plus de 600 travailleurs migrants et j'ai recueilli des informations sur plus de 5 000 affaires au Qatar, et j'ai été choqué par ce que j'ai vu. De nombreuses personnes mouraient de faim parce qu'elles n'avaient pas été payées depuis des mois. Certaines vivaient dans des camps sales et dangereux et faisaient l'objet de menaces simplement parce qu'elles se plaignaient.

Le président de la FIFA, Gianni Infantino, venait d'être élu et dans les quelques minutes dont je disposais, je lui ai demandé d'agir rapidement. Des hommes et des femmes souffraient de la législation du travail propice à l'exploitation du Qatar. Quelques minutes plus

tard, Infantino déclarait au monde que la FIFA allait mettre en place un organe indépendant chargé de superviser les conditions de travail des travailleurs migrants.

DES SYMPATHISANTS DANS LE MONDE ENTIER

C'était un premier pas encourageant et j'ai été impressionné par l'influence d'Amnesty. Ils nous ont écoutés parce que nous travaillons sur les droits du travail depuis de nombreuses années. Notre travail se base sur les témoignages de travailleurs exploités. Et nous sommes un mouvement mondial avec des sympathisants aux quatre coins du monde, tout comme le football.

Il reste encore un long chemin à parcourir, mais avec votre aide, nous veillerons à ce que la FIFA fasse tout ce qu'elle peut pour mettre fin à l'exploitation des travailleurs migrants au Qatar.

RENDEZ-VOUS EN PAGE 14 POUR EN SAVOIR PLUS.

Signez la pétition sur <http://bit.ly/29hUVki>.

DATES À NOTER EN 2016

11

JUILLET

Journée mondiale de la population

12

JUILLET

Journée de Malala

17

JUILLET

Journée mondiale de la justice internationale

18

JUILLET

Journée internationale Nelson Mandela

30

JUILLET

Journée mondiale de la dignité des victimes de la traite d'êtres humains

9

AOÛT

Journée internationale des populations autochtones

19

AOÛT

Journée mondiale de l'aide humanitaire

23

AOÛT

Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition

30

AOÛT

Journée internationale des victimes de disparition forcée

5

SEPTEMBRE

Fête du travail (États-Unis/Canada)

19

SEPTEMBRE

Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale de l'ONU sur la gestion des déplacements massifs de réfugiés et de migrants

21

SEPTEMBRE

Journée mondiale de la paix

ÉDITORIAL

TANT QU'IL Y A DE L'ESPOIR

Que faire lorsque les personnes qui nous sont chères nous sont arrachées ? Enlevées par la police ou nos propres gouvernements - ces mêmes forces sur lesquelles beaucoup d'entre nous comptent pour assurer notre sécurité - ces personnes disparaissent de nos vies, et nous ne les reverrons peut-être jamais.

Que faire dans de telles circonstances ? Et si c'était vous qui étiez enlevé-e ?

Face à ce qui semble insurmontable, le désespoir pourrait prendre le dessus. Mais lorsque la colère et la détresse s'effacent, et inévitablement elles s'effaceront, c'est l'espoir qui naît. L'espoir de revoir un jour ses proches. L'espoir d'être à nouveau libre un jour.

C'est l'espoir qui remplit les pages de ce numéro. Que ce soit les jeunes Brésiliens qui cherchent à échapper à la violence à travers la boîte, ou les migrants népalais qui risquent tout pour une vie meilleure et plus sûre, c'est l'espoir qui leur permet d'aller de l'avant.

Et il y a des raisons de garder espoir. Comme notre dernière enquête sur l'attitude à l'égard des réfugiés l'a montré, 80 % des personnes interrogées dans le monde ont déclaré qu'elles accueilleraient des réfugiés, en dépit du discours des dirigeants de leur gouvernement.

En tant que militants, l'espoir est l'une des meilleures armes : il permet de libérer des gens et d'abroger des lois répressives.

Pourquoi ? Parce que l'espoir donne une raison d'aller de l'avant. Et lorsque l'espoir et l'envie d'aller de l'avant se propagent, il se crée une solidarité, des actions sont entreprises et, enfin, la victoire est possible.

Shiromi Pinto
@blimundaseyes

L'ÉQUIPE DU FIL

Rédactrice en chef : Shiromi Pinto

Contributeurs : Louisa Anderson, Ben Beaumont, Kristin Hulaas Sunde

Mise en page : Dina Silanteva

Responsable photos : Richard Burton

Directrice de la rédaction : Caroline Stomberg

LA VIOLENCE PEUT-ELLE ÊTRE MISE K.-O. POUR RIO 2016 ?

La violence est palpable lorsque l'on entre dans les favelas du quartier de Maré à Rio de Janeiro. Des adolescents armés vous accueillent en vous dévisageant d'un air défiant et des trafiquants de crack et de cocaïne boivent des bières en vendant leur marchandise. Pourtant, l'histoire de ce quartier ne se résume pas à la violence.

Un salon de coiffure, un restaurant et une école se trouvent à quelques mètres des trafiquants de drogue à Maré. Dans ce quartier où l'organisation est depuis longtemps prise en charge par les habitants en raison de la piètre qualité des services publics, plus de 140 000 personnes d'origines variées s'agglutinent dans tout juste 10 km². Ces personnes partagent leur quartier avec des groupes de trafiquants de drogue et des « milices » : des bandes criminelles composées d'anciens policiers ou de policiers qui ne sont pas en service.

Les rues étroites du quartier semblent appartenir à un autre monde que celui du prestigieux stade olympique avoisinant. Pourtant, l'organisation d'événements sportifs mondiaux au Brésil continue d'avoir des conséquences pour la population locale. Pendant la Coupe du monde de 2014, l'armée avait pris des fonctions de police dans le quartier de Maré et était restée plus d'un an. Des habitants ont signalé de nombreux cas d'atteintes commises par les militaires pendant cette période, notamment des passages à tabac et des fusillades. À l'approche des Jeux olympiques de 2016, la police mène des opérations à Maré plusieurs fois par semaine et la violence est monnaie courante.





Les touristes et les athlètes qui viennent à Rio pour les Jeux olympiques ne verront probablement pas ces favelas, principalement parce que les autorités ont construit un mur pour les cacher de l'autoroute qui passe à côté. Pourtant, dans les favelas, certaines personnes luttent pour que les Jeux olympiques ne laissent pas derrière eux que la violence, mais également des opportunités sportives pour les personnes les plus vulnérables.

DES FAVELAS AUX JEUX OLYMPIQUES

Au cœur de ces favelas, dans le quartier de Nova Holanda, se trouve le siège de Fight for Peace, une organisation créée en 2000 par Luke Dowdney, un boxeur britannique. Il voulait utiliser la boxe pour changer la vie des jeunes qui pâtissent de la violence. En plus de leur entraînement sur le ring, les jeunes assistent à des cours sur la sexualité et le leadership ainsi qu'à des formations professionnelles. Ils peuvent aussi faire du judo, de la capoeira et du taekwondo, ainsi que d'autres arts martiaux. Roberto Custodio est l'un des anciens élèves de l'organisation et il est probable qu'il participe aux Jeux olympiques avec l'équipe brésilienne cet été.

« Roberto a commencé ici en 2000 et il fait maintenant partie de l'équipe brésilienne. Il a remporté plusieurs compétitions internationales. C'est notre grand espoir et un modèle pour nos jeunes. Sa famille vit toujours à Maré et quand il peut, il vient entraîner nos élèves et leur donner des cours. C'est une source d'inspiration pour tous nos jeunes », dit Lola Werneck, coordinatrice du programme de leadership des jeunes de Fight for Peace.

Lola Werneck travaille ici depuis trois ans et demi et connaît donc bien le quartier. « Parfois, tout est calme, mais soudain, une opération de police ou un affrontement entre gangs change tout et on ne sait pas



© Fight for Peace (project)

ce qu'il peut se passer. Cela crée un sentiment d'insécurité constante, bien qu'avec le temps on commence à s'y habituer. On se construit une sorte de résistance. On ne peut pas penser à la violence à tout instant, donc quelques minutes après avoir entendu un coup de feu, on sort dans la rue et on retourne au travail ou à l'école. C'est le mécanisme de survie que les gens ont développé. »

PRENDRE LE DESSUS

Alan, 27 ans, sait ce que la survie signifie. Il est arrivé à Fight for Peace lorsqu'il avait 10 ans en tant qu'élève et est maintenant professeur à l'école. Deux de ses cousins ont été tués par la police. Ils étaient impliqués dans du trafic de drogue, mais lui voulait une vie différente. Aujourd'hui, il est entraîneur de boxe.

« C'est commun pour les jeunes d'être interpellés par la police ici, parfois même plusieurs fois par jour. Ils vous traitent comme un criminel alors que vous n'avez rien fait de mal. Ils vous poussent ou vous fouillent. Si vous êtes en voiture ou à moto, il se peut qu'ils vous interpellent et vous arrêtent. C'est aussi normal de voir des échanges de tirs entre des policiers et des trafiquants de drogue tous les jours. On est dans la rue et on entend des coups de feu. La seule chose à laquelle on pense à ce moment, c'est se mettre à l'abri. C'est la seule chose à faire. On apprend à le faire dès l'enfance. »

Le nombre d'homicides commis par la police est en augmentation constante ces dernières années : 307 personnes ont été tuées en 2015. La plupart de ces homicides n'ont pas fait l'objet d'une enquête, en dépit de preuves montrant que nombre de ces homicides s'apparentaient à des exécutions extrajudiciaires. Dans leur vaste majorité, les victimes



Roberto Custodio espère participer aux Jeux olympiques avec l'équipe brésilienne cet été.



Avec Fight for Peace, les jeunes ont une chance de renforcer leurs compétences.



© Fight for Peace (project)

sont de jeunes hommes noirs qui vivent dans les favelas.

L'HÉRITAGE DE RIO 2016

Les autorités et les organisateurs de Rio 2016 peuvent et doivent faire plus pour éviter les violations des droits humains pendant les opérations de maintien de l'ordre. Les autorités chargées de l'application des lois doivent adopter une démarche permettant de favoriser la prudence et la consultation dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre plutôt que leur stratégie actuelle qui consiste à « tirer d'abord, et poser des questions ensuite ». De même, les organisateurs doivent user de leur influence auprès des autorités pour empêcher les violations des droits humains commises au nom des Jeux olympiques. Sinon, les Jeux olympiques ne laisseront pas derrière eux le souvenir d'un événement sportif mais celui de jeunes ayant perdu la vie et de familles déchirées.

La boxe comme moyen d'échapper à la violence peut paraître contradictoire, mais Fight for Peace a démontré qu'il s'agit d'un moyen efficace d'attirer des jeunes et de donner à leur vie une nouvelle structure. « La boxe a ses propres valeurs. On travaille beaucoup sur la discipline, la concentration et le respect de l'adversaire. Les jeunes viennent vers nous pour apprendre à se défendre dans la rue, mais il s'agit de canaliser cette agressivité et petit à petit, les choses prennent un tournant différent », conclut Lola Werneck.

QUE PUIS-JE FAIRE ?

Passez à l'action pour mettre fin aux violences policières à Rio : <http://bit.ly/29xmKpe>



@ UNHCR/E. Hockstein

APERÇU

DANS LE MONDE, 4 PERSONNES SUR 5 L’AFFIRMENT :

LES RÉFUGIÉS SONT LES BIENVENUS !

Pas moins de 80 % des personnes interrogées à travers le monde accueilleraient des personnes réfugiées à bras ouverts. Cela montre que les gouvernements sont déconnectés de la réalité.

Quand Amnesty a demandé à plus de 27 000 personnes dans 27 pays si elles étaient prêtes à accueillir des réfugiés, leur réaction a été extraordinaire : quatre personnes sur cinq ont répondu par un « oui » enthousiaste !

Partout dans le monde, des gens observent avec horreur la crise mondiale des réfugiés aller de mal en pis. Notre enquête montre que si de nombreux gouvernements continuent d’affirmer qu’ils

ne peuvent simplement pas trouver de place pour les personnes réfugiées, leurs citoyens pensent le contraire.

Les gouvernements britannique et australien sont certainement parmi les moins en phase avec leur population : quelque 87 % des Britanniques et 85 % des Australiens sont ainsi prêts à inviter des personnes réfugiées dans leur pays, leur quartier, et parfois même chez eux.

LA CHINE, L’ALLEMAGNE ET LE ROYAUME-UNI EN TÊTE

Nous avons établi un classement s’appuyant sur les résultats de notre sondage, nommé l’Indice d’accueil des réfugiés. La Chine arrive en tête, puisque près de la moitié des sondés ont déclaré qu’ils accueilleraient des personnes réfugiées chez eux. La Russie, l’Indonésie et la Thaïlande, que des milliers de personnes ont essayé de rejoindre en bateau après avoir fui le Myanmar l’an dernier, sont en queue de classement.

Les personnes interrogées en Allemagne et au Royaume-Uni prennent elles aussi la crise des réfugiés de manière très personnelle, se classant à la 2^e et à la 3^e place des populations les plus accueillantes.

Près d’un tiers des personnes interrogées au Royaume-Uni (29 %) sont prêtes à ouvrir les portes de leur domicile à des réfugiés. Quelque 47 % accepteraient que des personnes réfugiées vivent dans leur quartier.

Les Allemands, qui ont déjà fait de la place à un million de personnes au cours de l’année écoulée, sont 96 % à rester favorables à l’idée d’en accueillir d’autres. En Jordanie, un petit pays où vivent déjà plus de 600 000 réfugiés syriens, 94 % sont du même avis.

LES GOUVERNEMENTS DEVRAIENT ÊTRE D’UNE PLUS GRANDE AIDE



Des enfants jouent dans le camp d’Ifo, à Dadaab (Kenya), en décembre 2008.



Des militants aux Pays-Bas installent des paillasons de bienvenue aux réfugiés.



© Amnesty International

Près de trois quarts des personnes dans le monde (73 %) estiment que les personnes fuyant la guerre ou des persécutions doivent pouvoir trouver refuge dans d’autres pays. Cette conviction était particulièrement forte en Espagne (78 %), en Allemagne (69 %) et en Grèce (64 %).

Deux tiers des personnes interrogées dans le monde (66 %) pensent que leur gouvernement devrait faire plus pour aider les réfugiés. Cela inclut des pays ayant déjà accueilli de très nombreuses personnes : 84 % des sondés sont de cet avis en Jordanie, 76 % en Allemagne et 74 % en Grèce. Au Kenya, pays accueillant près de 600 000 personnes réfugiées (dont 413 000 venues de Somalie), 65 % sont d’accord.

D’autres ont hâte que leur pays commence à assumer sa part : 86 % de celles et ceux à qui nous avons parlé en Chine, par exemple, 85 % au Nigeria et 82 % en Espagne.

FAITES-VOUS ENTENDRE DE LA CLASSE POLITIQUE DE VOTRE PAYS

Les résultats de notre enquête sont très majoritairement positifs, mais la plupart des gouvernements continuent à faire la sourde oreille.

Seuls neuf des 27 pays concernés par notre enquête se sont engagés à accueillir des réfugiés en provenance de Syrie, qui représentent en tout 4,8 millions de personnes. Ils ont cependant seulement accepté de se répartir moins de 174 000 réfugiés.

Quatre autres pays concernés par cette enquête (la Turquie, la Jordanie, la Grèce et l’Allemagne) en accueillent des millions, sans recevoir une grande aide de la part d’autres pays. La plupart des gouvernements continuent en effet à faire comme si la protection des personnes réfugiées était l’affaire des autres.

Leur position n’est pas du tout en phase avec l’attitude volontaire observée parmi les citoyens.

Notre enquête montre que les responsables politiques n’ont plus d’excuse pour ne pas assumer leur part : au lieu de chercher à faire les gros titres avec un discours hostile aux personnes réfugiées, ils devraient prendre des décisions courageuses.

Ils peuvent commencer par accepter d’assumer leur part de responsabilité vis-à-vis des réfugiés ayant le plus besoin d’aide.

Amnesty se mobilise en faveur de la réinstallation de plus d’un million de personnes réfugiées d’ici la fin 2017. La tâche ne sera pas aisée, mais comme le montre notre enquête, des milliers de personnes sont prêtes à retrousser leurs manches et à aider à accueillir des réfugiés.



80 %

des personnes interrogées accueilleraient des réfugiés dans leur pays, leur quartier ou sous leur toit



73 %

des personnes interrogées estiment que les personnes fuyant la guerre ou des persécutions devraient pouvoir trouver refuge dans d’autres pays



66 %

des personnes interrogées souhaitent que leur gouvernement en fasse plus pour aider les réfugiés

LA RÉPRESSION CONTRE LES AVOCATS SPÉCIALISTES DES DROITS HUMAINS EN CHINE

Chronologie des détentions et arrestations depuis 2015

Voici un an que la Chine s'en prend aux avocats et aux militants qui défendent les droits humains dans le pays. Depuis le 9 juillet 2015, ils sont 248* à avoir été interrogés par la police, arrêtés ou inculpés. Retrouvez ici les principaux événements qui ont jalonné l'année, depuis la période d'intense répression jusqu'à la libération de certaines personnes, en passant par les réactions de la communauté internationale.

9 JUILLET 2015



L'avocate Wang Yu disparaît au petit matin, après avoir envoyé des SMS angoissés à des amis. Elle disait que l'électricité et Internet avaient été coupés et que des gens tentaient de s'introduire chez elle. Son mari, Bao Longjun, et leur fils de 16 ans, Bao Zhuoxuan, sont eux aussi portés disparus. Wang Yu travaille pour le cabinet Fengrui de Pékin, qui traite beaucoup d'affaires sensibles dans le domaine des droits humains.

Plus de 100 juristes et militants signent une déclaration commune condamnant sa disparition.

10 JUILLET 2015



Dans tout le pays, des agents de la Sécurité publique arrêtent et interrogent des avocats et des militants, dont 11 employés de Fengrui.

11 JUILLET 2015



Sui Muqing, éminent avocat de Guangzhou, est détenu dans un lieu tenu secret. Il est soupçonné d'incitation à la subversion de l'État, infraction grave passible d'une peine de 15 ans d'emprisonnement.

12 JUILLET 2015

Le journal officiel du Parti communiste chinois, *le Quotidien du peuple*, présente les opérations de répression comme un vaste coup de filet contre une « grande bande criminelle ».

7 AOÛT 2015

Les autorités chinoises informent les avocats de Wang Yu que leur cliente, visée par des accusations liées à la sûreté de l'État, est détenue dans un lieu inconnu.

14 ET 26 SEPTEMBRE 2015



Après avoir publié sur Internet des photos où ils portent des tee-shirts à l'effigie de Wu Gan pour dénoncer la détention de ce militant, Wang Fang et Yin Xu'an, eux aussi militants, sont arrêtés pour avoir « cherché à provoquer des conflits et troublé l'ordre public ». Cette accusation fourre-tout est souvent utilisée pour réduire au silence les détracteurs du gouvernement.

6 OCTOBRE 2015



Bao Zhuoxuan, le fils de Wang Yu, tente de fuir la Chine pour étudier à l'étranger. Il est intercepté par des agents en uniforme à Mongla, ville frontalière au Myanmar. Les deux militants qui l'accompagnent, Xing Qingxian et Tang Zhishun, sont eux aussi emmenés.

9 DÉCEMBRE 2015

Le Comité contre la torture de l'ONU se dit inquiet de la répression contre les militants et avocats défenseurs des droits humains en Chine, la disant « sans précédent ».

10 JANVIER 2016

L'avocat Sui Muqing est libéré sous caution. C'est le premier des juristes visés à bénéficier d'une telle mesure.

8 ET 9 JANVIER 2016

Treize avocats et militants, dont certains avaient déjà été placés en détention, sont arrêtés et inculpés d'infractions liées à la sûreté de l'État.

16 FÉVRIER 2016

Le haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Zeid Ra'ad Al Hussein, déclare avoir fait part à la Chine de sa préoccupation quant au « schéma inquiétant » d'arrestations et d'actes d'intimidation visant les avocats et les détracteurs du gouvernement dans le pays.

POUR EN SAVOIR PLUS :
<http://bit.ly/29CldLA>

* À la connaissance d'Amnesty International, tous les chiffres sont corrects. Cependant, comme il est difficile de les vérifier, certaines informations peuvent être obsolètes.

Illustrations © Badiucao

AVRIL 2016



L'assistante juridique Gao Yue et l'avocate Li Shuyun sont libérées sous caution.

4 MAI 2016

Les militants Xing Qingxian et Tang Zhishun sont arrêtés pour avoir aidé le fils de Wang Yu, Bao Zhuoxuan, à « franchir illégalement les frontières nationales ». Ils risquent sept ans de prison.

10 MARS 2016

Au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, 12 pays signent une déclaration commune exprimant leur inquiétude face à la répression, responsable d'une dégradation de la situation des droits humains en Chine. Ils déplorent que nombre des personnes visées n'aient pas été autorisées à consulter d'avocat ni à recevoir de visite de leur famille.

AU 24 JUIN 2016

Au total, 18 militants et avocats défenseurs des droits humains sont maintenus en détention.



REPORTAGE PHOTO : LES TRAVAILLEURS MIGRANTS

VOYAGE VERS L'INCONNU

Au Népal, des gens quittent leur ville ou leur village pour aller chercher du travail dans les pays du Golfe, au Qatar par exemple. Pleins d'espoir, ils sont pourtant exploités et maltraités à toutes les étapes de leur voyage.



Des travailleurs migrants potentiels dans un bureau de délivrance de visas à Katmandou (Népal).



Les yeux rivés sur le tableau d'affichage des départs à l'aéroport de Katmandou (Népal). Les travailleurs migrants népalais (bien souvent, des hommes ayant entre 25 et 35 ans) jouent un rôle fondamental dans le secteur du bâtiment des pays du Golfe tels que le Qatar. Ce secteur est en plein essor, et ils sont nombreux à participer aux travaux de construction des installations pour la Coupe du monde de football de 2022.



File d'attente de travailleurs devant les services de promotion de l'emploi à l'étranger, à Katmandou. Souvent, pour trouver un emploi, les travailleurs ont à verser d'importantes commissions à des recruteurs peu scrupuleux. Ils sont nombreux à contracter un emprunt à un taux élevé et à s'endetter, compliquant encore davantage leur quotidien une fois arrivés à destination.

« Tout mon argent a servi à payer la commission. Je travaille ici six jours sur sept. C'est un emploi pénible. Je voudrais envoyer de l'argent à ma famille, mais il ne reste presque rien une fois que j'ai remboursé l'emprunt. »

Sunil Pardeshi, travailleur migrant népalais au Qatar



Traitement des visas à Katmandou. Les destinations les plus prisées sont l'Arabie saoudite, la Malaisie et le Qatar. D'après l'un de ses employés, ce bureau en charge de l'emploi à l'étranger vérifie chaque jour entre 500 et 1 000 visas pour le Qatar.

« Le travail est difficile, notre camp est sale et petit, et je n'ai encore jamais été payé. »

Kamal (19 ans), travailleur migrant népalais au Qatar



Hall des départs à l'aéroport de Katmandou. D'après le Nepali Times, 1 500 travailleurs népalais s'envolent chaque jour pour les États du Golfe et la Malaisie depuis l'aéroport de Katmandou. Beaucoup, à l'image de ceux qu'Amnesty a rencontrés au Qatar, sont victimes de mauvais traitements. Ils vivent notamment dans des logements exigus et précaires.





Des Népalais regardent des travailleurs partir pour les pays du Golfe à l'aéroport de Katmandou. Les recruteurs font souvent de fausses promesses sur les salaires et les conditions de travail aux travailleurs migrants potentiels. Ceux-ci peuvent aussi être obligés à signer des contrats rédigés en anglais alors qu'ils ne comprennent pas cette langue.

« On ne m'avait rien dit sur ce pays : je ne savais pas qu'il y faisait aussi chaud, où j'allais travailler ni si j'aurais besoin d'une formation. »

Rajiv, travailleur migrant népalais au Qatar



Le décollage approche. À leur arrivée au Qatar, les travailleurs migrants voient parfois leurs passeports confisqués par leurs employeurs. En outre, pour quitter le pays, ils doivent obtenir une « autorisation de sortie » approuvée par leur entreprise qui, bien souvent, ignore leurs demandes.

Photos : Anna Tervahartiala

AGISSEZ

Dites à la FIFA, l'instance dirigeante du football mondial, de protéger les travailleurs migrants participant à la construction des installations pour la Coupe du monde de 2022 au Qatar : <http://bit.ly/29hUVki>



Les « au revoir » à l'aéroport de Katmandou. Les travailleurs migrants souhaitent pour la plupart offrir une vie meilleure à leur famille. Il leur est toutefois difficile d'envoyer assez d'argent à leurs proches en raison des dettes qu'ils ont contractées et des salaires impayés. Prem, l'un des travailleurs que nous avons rencontrés, n'a pas été rémunéré pendant trois mois. Sa famille n'a pas pu payer le loyer : « Ma famille est aujourd'hui sans abri, et deux de mes enfants ont dû quitter l'école. Je n'en dors pas la nuit. C'est une torture pour moi. »



DISPARUS

Le 30 août est la Journée internationale des victimes de disparition forcée : n'oublions pas et agissons.

Partout dans le monde, des gens sont enlevés dans la rue ou chez eux par les forces gouvernementales et l'on reste sans nouvelles d'eux pendant des jours ou des mois. Parfois à jamais.

Les autorités nient avoir enlevé ces personnes, ou refusent de dire où elles se trouvent. En droit, on parle de « disparition forcée ». C'est un crime au regard du droit international.

Les personnes enlevées sont souvent torturées et craignent en permanence d'être tuées. Elles savent que leur famille n'a aucune idée du lieu où elles sont et que personne ne viendra les sauver. Même si elles sont finalement relâchées, elles conservent des cicatrices physiques et émotionnelles.

En 2010 a été adoptée la Convention internationale contre les disparitions forcées. L'année suivante, la Journée internationale des victimes de disparition forcée a vu le jour, offrant aux familles et aux militants l'occasion de faire converger leurs efforts de recherche.

Les pages suivantes donnent un aperçu du courage des victimes et des familles des personnes disparues, qui jamais n'abandonnent dans leur quête de justice.

N'OUBLIONS PAS LES DISPARUS D'AYOTZINAPA



Mario, étudiant à l'école d'Ayotzinapa.



Quarante-trois chaises orange, en mémoire des disparus d'Ayotzinapa.

Alors qu'on est toujours sans nouvelles de plus de 27 000 personnes qui ont « disparu » au Mexique, Josefina Salomón évoque l'affaire des étudiants d'Ayotzinapa, emblématique de la crise des disparitions dans le pays.

Le 26 septembre 2016 marquera le deuxième anniversaire de la disparition de 43 étudiants d'Ayotzinapa, dans l'État de Guerrero (sud du Mexique).

Il y a un peu moins d'un an, je me suis rendue dans ce centre de formation rural, niché dans une région montagneuse. J'ai visité l'établissement, trouvant 43 chaises orange parfaitement alignées, dehors, sur un terrain de basketball miteux. Sur chaque chaise, une photo accompagnée de lettres, de fleurs et de présents. Elles témoignaient d'une terrible histoire.

« Personne ne peut vivre ce que nous avons vécu », m'a dit Mario, étudiant en première année à Ayotzinapa.

En ce jour de septembre, des étudiants de son école tentaient de trouver des bus à Iguala, une ville voisine, pour aller à une manifestation à Mexico quand ils ont été arrêtés par la police. On ne les a jamais revus. On sait que trois d'entre eux ont été tués, mais on ignore toujours le sort des autres.

Parmi ces étudiants se trouvaient Saúl Bruno García et Leonel Castro Abarca, deux amis de lycée de Mario qui l'avaient convaincu de s'inscrire dans cet établissement, ce qu'il a fait deux mois après leur disparition.

« Je n'arrivais pas à croire que Saúl et Leonel avaient disparu. La veille encore, nous avions échangé des messages. Ma mère a eu peur en apprenant ce qui s'était passé, mais je lui ai dit : "qui ne tente rien, n'a rien", et je suis venu », m'a confié Mario.

Pour de jeunes hommes comme Mario, venant de familles rurales démunies, une école comme celle d'Ayotzinapa représente une chance d'étudier, mais aussi trois repas par jour et un endroit où dormir.

UN LABORATOIRE À PROBLÈMES

L'école fait partie d'un projet éducatif ambitieux mis en place dans les années 1920, au lendemain de la révolution mexicaine, et visant à prodiguer une éducation spécialisée aux jeunes hommes issus d'un milieu rural marginalisé. L'idée était de combiner matières théoriques et connaissances pratiques sur la culture des terres et d'encourager le militantisme social.

Mais depuis, les gouvernements conservateurs successifs voient ces écoles comme des laboratoires à problèmes et les prennent sans cesse pour cible. Les budgets ont été largement amputés, et les bâtiments d'Ayotzinapa sont décrépis et accueillent plus d'étudiants qu'ils ne devraient.

Les militants de la région affirment que la disparition des 43 étudiants était une tentative cruelle de faire cesser leur militantisme actif et de faire savoir qu'ils n'avaient pas leur place dans le Mexique d'aujourd'hui.

« Le gouvernement ne nous a jamais trop soutenus, mais aujourd'hui c'est pire. C'est comme si nous étions un caillou dans sa chaussure. Je ne demande qu'à devenir enseignant, à enseigner et à aider ma famille », m'a dit Mario.

MOTIVÉS ET DÉTERMINÉS

Pourtant, au lieu de décourager les étudiants, les écueils semblent renforcer leur détermination. Les disparitions d'Ayotzinapa ont frappé les esprits comme aucune autre tragédie des droits humains ces dernières années au Mexique. Peut-être la colère est-elle une réaction à la réponse chaotique du gouvernement et à l'absence d'enquête efficace, deux points vivement critiqués par des organisations internationales telles qu'Amnesty et un groupe d'experts mandatés par la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Les dirigeants mexicains actuels ont tellement à cœur d'escamoter ce crime qu'ils ont même empêché ce groupe d'experts de poursuivre leurs investigations. Mais le fait est que les gens sont déterminés à découvrir la vérité.

« Le plus dur c'est de voir les parents lorsqu'ils viennent, a expliqué Mario. Nous les voyons s'asseoir sur les chaises où leurs enfants s'asseyaient. Je les vois parler aux photos, leur dire qu'ils ne cesseront jamais de les chercher. Ce n'était pas la première attaque du gouvernement, mais c'était la plus violente. Mais nous n'abandonnerons pas avant d'avoir retrouvé les 43 disparus, pas avant que le gouvernement ne nous dise où ils sont. »

POUR EN SAVOIR PLUS :

<http://bit.ly/1LEaEYa>



ENLEVÉE PAR DES INCONNUS

La militante des droits humains zimbabwéenne Jestina Mukoko raconte les premières heures de son enlèvement par les forces gouvernementales.



Jestina Mukoko,
directrice de Projet
de paix pour le
Zimbabwe (ZPP).



© Amnesty International

Quand mon fils Takudzwa a fait irruption dans ma chambre au petit matin pour m'annoncer des visiteurs à la porte, cela m'a d'abord agacée. Je comptais bien rester un peu au lit en ce premier jour de vacances et je n'avais aucunement l'intention de recevoir des visiteurs à cette heure de la journée.

Ayant échoué à me réveiller, Takudzwa est parti mais est revenu aussitôt en s'écriant : « Maman, en fait ce sont des policiers. »

Je me suis levée, j'ai enfilé ma robe de chambre en soie bleu clair que j'adorais, puis je me suis dirigée vers la cuisine, mon fils sur les talons. Nu-pieds et avec un bas sur les cheveux pour protéger mes tresses, je terminais de nouer la ceinture de ma robe de chambre quand je me suis trouvée nez à nez avec six hommes

au visage patibulaire et une femme. Ils me chargeaient comme une meute de lions qui a repéré sa proie.

L'homme à la stature imposante qui semblait être à la tête de l'équipe m'a crié : « Vous êtes Jestina Mukoko ? » Sa voix a retenti dans la petite entrée ouvrant sur la cuisine. Manquant de vaciller, j'ai répondu par l'affirmative. À ma grande surprise, deux hommes ont aussitôt saisi fermement mes mains, comme s'ils avaient trouvé le trésor qu'ils cherchaient depuis longtemps.

EMBARQUÉE DE FORCE DANS UN VÉHICULE

Ils m'ont contrainte à sortir de la maison. Devant le portail, une Mazda Familia grise non immatriculée était stationnée.

Très vite, ils ont ouvert la portière côté passager et m'ont poussée de force dans le véhicule. Je me suis retrouvée coincée entre deux hommes. « Baisse la tête », m'a ordonné l'homme qui semblait diriger l'équipe.

L'homme à ma droite m'a dit de poser la tête sur ses genoux. J'ai tenté de refuser avant d'obtempérer à contrecœur. J'ai alors remarqué un fusil sur le sol du véhicule. De toute évidence, ce n'était pas une arrestation classique.

Ce fut le pire trajet de toute ma vie : j'étais dans une voiture roulant à vive allure, avec des étrangers qui pouvaient me faire ce qu'ils voulaient – sans parler du fusil au sol. Si légèrement vêtue, avec toujours mes vêtements de nuit, je craignais d'être violée. J'étais assaillie de pensées alors que le véhicule fonçait vers sa destination. Qu'avais-je donc fait pour mériter cela et qu'allaient-ils me faire subir ?

UN TRAJET TERRIFIANT

J'avais entendu parler de gens qui avaient disparu sans qu'on ait plus jamais de nouvelles d'eux, et j'avais vu des images de personnes torturées.

L'homme sur les genoux duquel j'avais posé la tête avait couvert le haut de mon visage et mes yeux avec un linge.

Quand le véhicule s'est arrêté, j'étais désorientée à cause de la radio à plein volume. J'entendais de la musique encore plus forte à l'extérieur. J'ai été conduite dans une pièce minuscule et on m'a ordonné de m'asseoir.

J'avais si peur que j'étais incapable de m'asseoir correctement. Je tremblais comme une feuille, j'avais du mal à respirer. Ce cauchemar allait-il jamais finir ?

L'homme est sorti et a fermé la porte à clé. J'étais officiellement en détention. Mais où ?

En décembre 2008, Jestina Mukoko a été enlevée et détenue dans un lieu secret, où des agents de l'État lui ont infligé des tortures physiques et psychologiques. On est resté sans nouvelles d'elle pendant trois semaines. Présentée par la suite devant un juge, elle a été inculpée de complot en vue de renverser le gouvernement et incarcérée. Amnesty l'a adoptée comme prisonnière d'opinion et s'est mobilisée pour obtenir sa libération. Trois mois plus tard, elle a été libérée sous caution. Les charges retenues contre elles ont finalement été abandonnées.

Il s'agit d'un extrait librement adapté de ses mémoires : The Abduction and Trial of Jestina Mukoko (KMM Review Publishing, 2016) [traduction libre].

AGISSEZ :

Agissez en faveur des personnes disparues dans le monde entier – découvrez nos actions les plus récentes sur <https://www.amnesty.org/>

IL VA BIENTÔT RENTRE

« Que tous ceux dont le père est mort lèvent la main », a dit le professeur Livres, crayons et feutres bien rangés dans les cartables en plastique bleu canard cherchent leur propriétaire

« Lève la main », me dit Kugan d'un coup de coude, m'obligeant à lâcher le bord de la chaise Mes mains, soudées l'une à l'autre, cherchent refuge sur mes genoux
Non, non
Non, NON !

La serviette de mon père est toujours suspendue, la poussière se dépose sur sa tasse et son assiette que personne n'a touchées L'autre jour seulement je l'ai aperçu à la télé
Il va bientôt rentrer

Malathi de Alwis, Silenced Shadows, anthologie de poèmes sur les disparitions au Sri Lanka publiée par Amnesty International [traduction libre].

LE BURUNDI AU BORD DU GOUFFRE

Pourquoi la population fuit-elle ce pays en crise ?

Le Burundi n'est plus sous les feux des projecteurs internationaux, mais reste ravagé par la crise. En avril 2015, le président Pierre Nkurunziza a annoncé qu'il briguerait un troisième mandat. Cette décision a provoqué dans tout le pays de vastes mouvements de contestation, réprimés violemment par les forces de sécurité (photo). Quelques mois plus tard, des corps jonchaient les rues de la capitale quasiment tous les jours. Aujourd'hui, la répression est moins visible, mais la peur règne toujours. En mai 2016, quelque 262 000 personnes avaient fui le pays. Il est facile de comprendre pourquoi.



© REUTERS/Goran Tomasevic

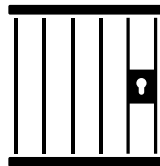
345 PERSONNES TORTURÉES

D'après l'ONU, 345 cas de torture ont été recensés au cours des quatre premiers mois de 2016. Amnesty avait déjà attiré l'attention sur le recours renforcé à la torture contre les opposants politiques en 2015 dans son rapport *Burundi: Just Tell Me What to Confess to*.



PLUS DE 4 951 ARRESTATIONS

En mars 2016, plus de 4 951 personnes avaient été arrêtées depuis le début de la crise ; 452 d'entre elles l'ont été en novembre 2015, sans aucune preuve contre elles.



474 PERSONNES TUÉES

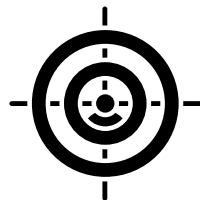
Plus de 474 personnes ont été tuées durant la première année de la crise, dont 130 en décembre 2015. Parmi ces personnes figuraient 29 enfants et 77 policiers.



HOMICIDES CIBLÉS

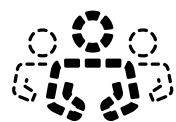
Au moins neuf membres de l'armée burundaise ont été pris pour cible et tués depuis avril 2015. Le fils de l'éminent défenseur des droits humains Pierre Claver Mbonimpa, a été tué après avoir été arrêté par la police. Son gendre a été abattu devant son domicile.

Plusieurs dirigeants politiques du parti au pouvoir et de l'opposition, dont Zedi Feruzi, président de l'Union pour la paix et la démocratie-Zigamibanga, ont été tués.



PLUS DE 36 PERSONNES DISPARUES

Au moins 36 personnes ont disparu, dont Marie Claudette Kwizera, une militante emmenée par des inconnus dans un véhicule soupçonné d'appartenir aux services du renseignement en décembre 2015. On ne l'a plus vue depuis.



MANIFESTER PACIFIQUEMENT, UN DROIT À DÉFENDRE

L'ancien prisonnier d'opinion Filep Karma nous explique pourquoi il va poursuivre son combat pour la liberté d'expression en Indonésie.

Pourquoi êtes-vous devenu militant ?

Les Papous ont demandé l'indépendance parce que beaucoup savaient que le référendum de 1969 sur l'indépendance avait été inéquitable. Pendant cette période, ils ont été victimes d'actes d'intimidation de la part de l'armée indonésienne. Des personnes ont été tuées et d'autres ont disparu. Les Papous vivaient dans la terreur, sans avoir le courage de faire entendre leur voix. Je ne pouvais pas accepter ça.

Pourquoi défendez-vous la non-violence ?

Quand j'étais fonctionnaire, dans les années 1990, j'ai été invité à étudier un an aux Philippines. J'ai découvert qui étaient Mahatma Gandhi et Martin Luther King : comment combattre les injustices avec des méthodes pacifiques. Je me suis dit que les Papous devaient eux aussi défendre leurs droits de façon pacifique.

Racontez-nous votre première expérience de la prison.

Quand Suharto [ancien président] a démissionné en mai 1998, j'ai pensé que c'était le moment de lancer une campagne pacifique en faveur de l'indépendance de la Papouasie. J'ai organisé un rassemblement à Biak, et c'est moi qui ai fait brandir le drapeau Étoile du matin [l'emblème de l'indépendance papoue, interdit en Indonésie]. J'ai été condamné à six ans et demi de prison pour « trahison ».



En Nouvelle-Zélande, des sympathisants d'Amnesty International demandent la libération de Filep Karma.

En tant que militant, quels dangers avez-vous rencontrés ?

En détention j'ai reçu des menaces de mort. [On m'a envoyé] une tête de chien. Il y avait une lettre dans ce paquet, qui disait : « Je connais ta famille, je connais tes activités ; je sais tout, alors ne te mêle pas de ça ! »

Vous avez été de nouveau emprisonné en 2004. Qu'avez-vous ressenti à votre libération ?

Le 18 novembre 2015, un responsable de la prison m'a dit que j'allais être libéré dans l'heure. J'ai commencé par refuser. « C'est très cruel. Pourquoi voulez-vous me mettre dehors aujourd'hui ? Il me faudrait au moins une période de réadaptation avant d'être libéré », ai-je déclaré. Ils m'ont relâché le lendemain. J'étais sous le choc.

Qu'a représenté pour vous le soutien d'Amnesty International ?

Quand j'étais en prison, j'ai reçu beaucoup de lettres du monde entier. J'adresse tous mes remerciements aux amis d'Amnesty International qui ont milité en ma faveur. Ces lettres m'ont énormément aidé. Elles m'ont donné du courage, de l'espoir et du réconfort. Grâce à elles je ne me suis pas senti seul.

POUR EN SAVOIR PLUS : <http://bit.ly/29DlhMi>



© Amnesty International

PRIX AMBASSADOR OF CONSCIENCE 2016

C'est au Sénégal que s'est déroulée cette année la cérémonie de remise du prix d'Amnesty International, qui a été décerné à quatre lauréats en hommage à leur passion pour la justice.



Cérémonie de remise du prix Ambassador of Conscience, place du Souvenir, Dakar (Sénégal), 28 mai 2016. De gauche à droite : Simon Kouka (Y'en a marre), Youssou N'Dour, Smockey (Le Balai citoyen), Angélique Kidjo, Micheline Mwendike (LUCHA), Fadel Barro (Y'en a marre), Kambale Raegan (LUCHA).

La musicienne de renommée internationale Angélique Kidjo et trois groupes de jeunes militants africains se sont partagé le prix *Ambassador of Conscience* 2016.

« J'ai toujours essayé de me servir de ma voix, que ce soit en chantant ou en parlant, pour combattre l'injustice et les inégalités », a déclaré Angélique Kidjo. En 40 ans de carrière, elle a sorti 12 albums. Elle milite en faveur de la liberté d'expression et de l'éducation des filles africaines. Elle lutte également contre les mutilations génitales féminines.

Ont également été récompensés le Balai citoyen, mouvement d'initiative populaire qui mène des actions pacifiques au Burkina Faso, et Y'en a marre, groupe de rappeurs et journalistes sénégalais qui encouragent les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales.

LUCHA (Lutte pour le changement), mouvement local de jeunes

basé en République démocratique du Congo, était le quatrième ambassadeur de conscience de cette année. « Cette récompense prestigieuse nous encourage à poursuivre notre combat non violent pour la justice sociale et la démocratie dans notre pays », a déclaré Juvin Kombi, membre de LUCHA.

Le prix Ambassador of Conscience récompense des personnes qui ont usé de leur talent pour encourager les autres à lutter pour les droits humains. Il vise par ailleurs à susciter le débat, encourager l'action publique et sensibiliser le public sur des questions relatives aux droits fondamentaux. La remise de ce prix est organisée par Art for Amnesty.

POUR EN SAVOIR PLUS :

<http://bit.ly/29ytq1Z>



**« CELUI QUI N'EST PAS
ASSEZ COURAGEUX
POUR PRENDRE
DES RISQUES
N'ACCOMPLIRA RIEN
DANS LA VIE. »**

Mohamed Ali (1942-2016)